

# Conseil communal de Lausanne

---

**Initiative :** Question écrite  
**Titre :** Comment défendre les intérêts fondamentaux des Lausannoises et Lausannois contre les ingérences politiques étrangères ?  
**Initiant-e(s) :** Christelle RIGUAL

---

L'attaque sans précédent que livre l'administration de Donald Trump contre les droits humains les plus fondamentaux que sont les principes d'égalité et d'inclusion représente une menace inédite contre les peuples des pays d'Europe.

Un article du quotidien Dagens Nyheter, relayé notamment depuis par le Figaro, révèle qu'il y a quelques semaines, l'ambassade des États-Unis en Suède a demandé par voie de courrier à ce que la Ville de Stockholm mette fin à ses politiques d'égalité, diversité et inclusion (EDI). Ce type de courrier a aussi été envoyé précédemment par des ambassades américaines directement à des entreprises, les menaçant de stopper toute relations commerciales s'ils ne renonçaient pas à leurs programmes d'égalité, de diversité, et d'inclusion.

Ces pressions, qualifiées de « bizarres » par des élu-es suédois-es qui ont refusé d'y donner suite et en ont demandé le retrait, suscitent de vives inquiétudes sur la capacité de gouvernements étrangers à tenter d'influencer, voire de censurer, des politiques publiques locales progressistes, en particulier lorsque des financements ou partenariats d'ampleur sont en jeu.

La Ville de Lausanne mène depuis plusieurs années une politique ambitieuse en matière d'égalité, de lutte contre les discriminations et de promotion de la diversité, des politiques visant à respecter les droits fondamentaux de tous les habitants et habitantes de la Ville de Lausanne, quelles que soient leurs appartenances ou croyance. Elle pourrait néanmoins être exposée, à terme, à des pressions similaires, notamment si elle entretient des collaborations ou partenariats avec des institutions américaines ou reçoit des fonds conditionnés par des critères politiques extérieurs.

En parallèle, dans le cadre de la crise des droits de douanes amorcés par Donald Trump, le Conseil Fédéral vient d'approuver un projet de mandat de négociation économique et commercial avec les États-Unis. Ce projet vise à renforcer les relations économiques bilatérales de la Suisse avec ce pays, tout en explorant des solutions concernant les droits de douanes visant la Suisse. S'il est posé comme base que les cadres internationaux et légaux en vigueur doivent être respectés dans le cadre de ces négociations, les possibles concessions requises ne sont pas explicitées à ce stade.

Dans ce contexte, la soussignée a l'honneur de poser la question suivante à la Municipalité :

**Quel est le degré de risque économique auquel la Ville de Lausanne est exposée face à ce type menace d'ingérence étrangère, et comment la Municipalité entend-elle préserver les droits fondamentaux des habitantes et habitants de la Ville de Lausanne contre ce type de chantages afin de préserver les droits si durement acquis et si centralement fondamentaux que sont l'égalité entre les femmes et les hommes ainsi que la lutte active contre tout forme de discrimination ?**

La soussignée remercie par avance la Municipalité pour ses réponses et sa vigilance dans la défense des valeurs fondamentales qui font la richesse et la cohésion de notre ville.

Lausanne, le 10 juin 2025

  
Christelle RIGUAL